Document généré le 8 mai 2025 11:06

Bulletin d'histoire politique

La guerre dans la définition et le développement du nationalisme canadien-français, 1914-1918 et 1939-1945

Marcel Bellavance

Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063478ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063478ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bellavance, M. (1995). La guerre dans la définition et le développement du nationalisme canadien-français, 1914-1918 et 1939-1945. *Bulletin d'histoire politique*, *3*(3-4), 110–122. https://doi.org/10.7202/1063478ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA GUERRE DANS LA DÉFINITION ET LE DÉVELOPPEMENT DU NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS, 1914-1918 ET 1939-1945[1]

Marcel Bellavance
Collège militaire de Saint-Jean

L'histoire du Canada repose sur une très grande ambiguïté du fait de la confusion persistante depuis 1867, date de naissance de la Confédération, entre la réalité sociale canadienne et la structure politique du pays. Selon l'interprétation reconnue de la Confédération, le Canada résulterait d'un pacte entre Canadiens français et Canadiens anglais. Cette interprétation encore officielle, du moins jusqu'à Meech, laisse supposer qu'il y a eu un rapport d'égalité entre ces deux peuples lors de la naissance de la Confédération, en 1867 et, par la suite, dans leur existence respective. Or la structure politique, qui normalement aurait dû refléter cette dualité nationale, est plutôt fonction d'un rapport de forces entre les provinces de la fédération où le Québec est toujours minoritaire.

Cette dualité nationale, véhiculée symboliquement dans le discours politique de tous les partis, dits nationaux, mais de fait absente des institutions, réapparaît périodiquement en moment de crise. Nous assistons alors à l'émergence du Canada sociologique, du Canada profond comme diraient certains, et à la confrontation des deux sociétés distinctes que forment historiquement le Canada et le Québec. L'absence de corrélations entre les dimensions sociologiques et politiques du pays explique le malaise canadien depuis 1867. Les crises de la conscription en 1917 et en 1942 en sont les manisfestations les plus tangibles. À ces deux occasions, en effet, la dimension sociologique s'imposa tellement que les instances politiques se montrèrent incapables de résoudre les problèmes qui les confrontaient sans recourir à l'arme invincible de l'élection ou du plébiscite où le nombre l'emporta infailliblement.

L'auteur tient à remercier François Bouchard pour l'aide apportée à la recherche documentaire relative à la Deuxième guerre.

L'analyse de ces deux consultations populaires non seulement nous confronte à la réalité sociologique du pays, mais elle nous permet d'y observer l'émergence d'un nationalisme canadien dont les assises idéologiques étaient surtout québécoises.

Voyons cela!

L'état des esprits en Angleterre et au Canada à l'aube du XX[e] siècle: émergence d'un nationalisme canadien au Québec

En Europe, en ce début du XX[e] siècle, l'éventualité de la guerre paraissait impossible aux pacifistes qui crurent un temps la combattre par la révolution ou la grève générale. À la suite des aggressions allemandes dans les Balkans et en Afrique du Nord (Agadir), l'opinion européenne changea et finit par craindre qu'elle ne devint inévitable[1]. L'Angleterre, elle, semblait imperméable à ces mouvements d'opinions et sombrait dans une confortable indifférence en attendant les célébrations des cent ans de paix depuis Waterloo (1815)[2].

Pour l'Anglais, la guerre était désormais l'affaire des soldats de métier et la conscription, une mesure impensable parce qu'elle était contraire aux traditions britanniques et une entrave aux libertés individuelles[3].

On put penser que l'indifférence anglaise, fortifiée par la confiance en la primauté des libertés individuelles, influencerait le Canada d'autant plus aisément que ce dernier ne semblait pas, à première vue, touché par un éventuel conflit européen. Au contraire, l'indifférence fit place ici à l'inquiétude. L'idée de participer à une guerre aux côtés de la métropole divisa l'opinion au point de devenir un enjeu politique important à l'élection fédérale de 1911. Elle est même responsable, en bonne partie, de la défaite du parti libéral de Sir Wilfrid Laurier qui était au pouvoir depuis 15 ans.

Cette question, débattue depuis des années, pouvait se résumer ainsi: le Canada devait-il participer aux guerres de l'Empire? Dans l'affirmative, quelle devait être la nature de sa participation?

Dans le contexte différent de la Deuxième Guerre, la même question refit surface.

Notre participation à une guerre impériale suscitait donc l'éclosion de sentiments contraditoires et d'attitudes conflictuelles: d'un côté, la fidélité à l'Empire chez les Canadiens anglais, de l'autre, le rejet de toute participation obligatoire aux guerres britanniques au nom du libéralisme et du nationalisme canadien chez les Canadiens français. Ces positions resteront en partie inchangées jusqu'au plébiscite d'avril 1942.

N'est-il pas intéressant de souligner l'existence d'un tel débat dans la vie politique canadienne alors même que l'opinion européenne, surtout

anglaise, se laissait encore bercer par l'idéal pacifiste? Il en allait autrement cependant dans les officines gouvernementales qui redoutaient avec raison la puissante concurrence de l'économie et de la marine marchande allemandes. Comment mieux affronter cette menace que de mettre à contribution les colonies, en particulier les plus riches et les plus anciennes comme le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande!

C'est ainsi que l'idée de solidarité impériale, mise en veilleuse par les libéraux libre-échangistes, refit surface sous l'influence de politiciens conservateurs comme Disraëli et Chamberlain. C'est encore dans ce contexte qu'il faut situer la fondation, en 1884, de l'Imperial Federation League et l'actualisation de l'idée d'une «fédération impériale» à laquelle adhéreraient les colonies en échange de leurs contributions directes au financement de la défense de l'Empire. Joseph Chamberlain, secrétaire d'État aux colonies depuis 1895, se fera l'avocat de cette «nouvelle solidarité» auprès des premiers ministres des Dominions fréquemment réunis à Londres dans le cadre des conférences impériales et à l'occasion des cérémonies entourant le jubilé et la mort de la reine Victoria et le couronnement de son successeur.

Cette renaissance de la solidarité impériale véhiculait aussi avec elle, grâce au talent d'écrivains comme Kipling et Kenley[4], les notions de fierté et de grandeur de la culture anglaise auxquelles les Canadiens anglais étaient facilement réceptifs. L'historien Donald Creighton rend parfaitement compte de cette fierté qui germa dans le terreau canadien:

> In Canada, the imperial idea became at once a popular enthusiasm and a reasoned political and ethical philosophy. Canadians were finding a fresh exciting satisfaction in the power, pomp, and prestige of the Empire ; and, at the same time, they were also elaborating a new moral and social justification for its existence and continuation[5].

Peut-être est-ce cette grande admiration pour sa culture d'origine qui expliquerait l'intolérance du Canada anglais envers ses concitoyens francophones et son acharnement à vouloir freiner le rayonnement de la culture française par la limitation de l'enseignement du français dans plusieurs provinces de la fédération (Règlement XVII en Ontario, en 1912 et 1915; arrangement Greenwood au Manitoba, en 1916)[6]. Ces entraves aux libertés lui seront reprochées, le moment venu, surtout quand le gouvernement Borden prétendra justifier la conscription au nom des mêmes libertés baffouées en Europe par les Boches (The Huns).

Le Canada français resta imperméable à ce sentiment égocentrique qui semblait animer l'Empire et qui finit par devenir méprisant pour tout sujet

britannique d'une autre culture. Ces mentalités si caractéristiques des Deux Canadas vont investir les deux partis politiques fédéraux et, au bout du compte, constituer un des traits distinctifs de chacun d'eux. Le Canada anglais se reconnut facilement dans le parti conservateur impérialiste, tandis que le Canada français s'identifiait massivement au parti libéral autonomiste que dirigeait par surcroît, depuis 1887, un de leur compatriote Wilfrid Laurier.

Des attitudes aussi divergentes rendirent bien difficile toute solution de compromis à l'occasion de la guerre des Boers en Afrique du Sud (1899-1902) et sur la question de l'aide financière canadienne à la Royal Navy dans les premières années du siècle.

Sans entrer dans la problématique de ces deux questions, qu'il nous suffise de savoir, pour la compréhension de notre propos, que l'appel à la solidarité impériale si chère à Chamberlain reposait dans ces deux cas sur le fait que l'Angleterre, aux prises elle-même avec des dissensions intérieures sur les mêmes questions, ne pouvait assurer seule la défense d'un Empire dont les colonies profitaient également. Il n'était donc que juste, selon cette interprétation, que les colonies fassent leur juste part.

L'envoi de soldats canadiens en Afrique du Sud et l'aide financière directe des colonies à la marine impériale alimentèrent ainsi le débat politique canadien pendant la première décennie du siècle. Les perspectives de guerre, dès cette époque, agitaient déjà l'opinion canadienne divisée qui oscillait entre deux extrêmes: d'un acquiescement inconditionnel aux demandes britanniques chez les impérialistes canadiens-anglais d'une part, au refus catégorique de participation directe chez les nationalistes canadiens-français d'autre part.

Pour le libéral Laurier, premier ministre fédéral de 1896 à 1911, le Canada se retrouvait juridiquement en guerre chaque fois que l'Angleterre l'était. La majorité des Canadiens adhérait à ce dogme. Cependant, le Canada devait être le seul juge de la participation offerte. Dans le cas de l'Afrique du Sud, le gouvernement Laurier favorisa l'envoi de 7 000 soldats volontaires[7]; sur la question de la Royal Navy, il choisit de doter le Canada de sa propre marine qui devait servir aux côtés de la marine britannique, le cas échéant.

Les solutions adoptées mécontentèrent tout le monde, autant la faction impérialiste du Canada anglais que l'opinion nationaliste du Québec, si bien qu'à l'élection de 1911, le parti conservateur de Robert Borden, soutenu par le Québec nationaliste, fut porté au pouvoir.

Le revirement du Québec sous l'influence de Henri Bourassa contribua, en fait, au triomphe des éléments impérialistes canadiens qui, aussitôt élus, votèrent des crédits de 35 millions de dollars à la Royal Navy[8]. Par manque de calcul stratégique, le Québec s'était pris lui-même au piège.

Le problème restait donc posé quand la guerre éclata en 1914: les arguments et les attitudes exprimés alors allaient réapparaître vingt ans plus tard lors de la seconde crise de la conscription.

La guerre de 1914-1918 au Canada

Quand la guerre éclata à l'été de 1914, l'opinion publique canadienne poursuivit donc un débat déjà vieux avec un peu plus de vigueur et d'acharnement qu'à l'accoutumée. Les positions se cristalisèrent davantage et s'inscrivaient dans la vieille problématique Québec-Canada versus l'Empire. L'appel à la solidarité impériale, si bien entendu au Canada anglais, indisposait le Canada français. Car associer, comme on l'a fait, les idées de liberté et de démocratie et la culture britannique rendait bien des Canadiens français sceptiques[9]. Fallait-il qu'ils combattent pour des idées qu'ils pensaient baffouées ici même au Canada? Pour rendre la guerre acceptable au Canada français, il eût fallu peut-être sortir le débat de la problématique de la solidarité impériale qui lui répugnait tant. Il eût fallu peut-être suivre l'exemple de l'Angleterre elle-même, qui entraîna son peuple dans la guerre «au nom de l'humanité», «des principes libéraux» et de la défense des «nations de cinq pieds carrés», comme la Belgique envahie par les Allemands ou la Serbie et le Montenegro menacés par l'Autriche-Hongrie[10]. Au Canada français, société mal informée des enjeux de la guerre, une telle démonstration se serait avérée nécessaire.

Recourir à ces principes, au Canada, comme le fit remarquablement Lloyd George à Londres, en septembre 1914[11], était difficile quand on connait le sort réservé à la culture française dans la fédération canadienne. La polémique autour du Règlement XVII (1915), qui supprimait le financement des écoles françaises en Ontario[12], et autour de l'abolition des écoles bilingues au Manitoba, en 1916, (rappel de l'arrangement Laurier-Greeway)[13] était encore trop vive pour que le recours aux valeurs humanistes venant d'Ottawa ait été convaincant. Il ne restait donc que les valeurs impériales!

Malgré cela, sous l'effet de la surprise et de la consternation, la guerre imposa une espèce de trève dans ce vieux débat. Dès les premiers mois du conflit, intervint alors un consensus en faveur d'une participation à la guerre qui reposait d'abord sur l'aide matérielle à l'Angleterre et se fondait ensuite sur l'enrôlement volontaire, comme l'avait toujours proposé Laurier[14].

Ce compromis était d'ailleurs conforme à la politique britannique de respect des libertés individuelles. La loi Haldane de 1908 écartait, en effet, la conscription pour l'armée régulière anglaise parce qu'elle était contraire aux traditions britanniques et aux principes du parti libéral, au pouvoir[15].

Le recrutement se fit d'abord avec célérité. Dès le 18 août 1914, les premiers volontaires accoururent à Valcartier près de Québec où un camp militaire venait d'être aménagé rapidement. Le 8 septembre, 36 655 hommes s'y trouvaient déjà[16]. Les effectifs du Corps expéditionnaire canadien augmentèrent graduellement par la suite pour atteindre, en octobre 1915, 250 000 volontaires[17] recrutés principalement parmi les anglophones, dont 60 % étaient par ailleurs de souche britannique[18].

Le Canada avait donc fourni un effort considérable, compte tenu du chiffre de sa population masculine de 18 à 45 ans admissible à l'engagement qui n'atteignait, en 1911, qu'environ 1,6 million d'individus[19]. Le pays était à bout de souffle. En 1916 et en 1917, en effet, les pertes britanniques et canadiennes, dans la Somme et les Flandres particulièrement, furent considérables. L'Angleterre se résoud alors à adopter la conscription (1916) malgré l'opposition des pacifistes chrétiens, des progressistes et du Groupement contre la conscription[20]. En décembre 1916, Llyod George, jusque-là ministre de la Guerre, prenait la tête d'un gouvernement d'union nationale[21].

Au Canada, les recrues n'arrivent plus à compenser les pertes[22]. Quelle ne fut pas alors la consternation des Canadiens, le 1er janvier 1917, quand le premier ministre Borden annonça l'intention de son gouvernement «de porter à 500 000 hommes l'effectif du Corps expéditionniaire canadien[23]»!

Les rumeurs de service obligatoire vont donc bon train. Elles sont encouragées par la création du Service national, en janvier 1917, espèce de «répertoire de la main-d'œuvre canadienne» et des citoyens aptes à «servir dans le CEC sans nuire à l'économie du pays[24]». C'est la répétition du scénario anglais! Le système Derby d'inscription des hommes valides n'avait-il pas précédé, là-bas aussi, la conscription[25]?

La presse nationaliste craint avec raison que cette mesure ne soit le prélude à la conscription. C'est chose faite, le 11 juin 1917, quand le gouvernement Borden dépose à la Chambre des Communes son projet de loi du Service militaire (Military Service Act). Cette loi, votée le 24 juillet suivant, faisait partie d'un ensemble de lois dont le Military Voters' Act (29 avril) et le Wartime Election Bill (6 septembre) qui conduisit à la constitution d'un gouvernement d'union en octobre et aux élections de décembre 1917[26]. Encore ici, le scénario anglais se répétait en partie.

Les manifestations d'opposition à la conscripition s'organisent. À Québec, à Montréal, à Shawinigan, à Hull, des foules s'assemblent à l'appel des orateurs nationalistes: 10 000 personnes parfois[27]. Les cris de «À bas la conscription»; «Grève générale»; «Vive la Révolution» montent de partout[28]. À Montréal, le 19 août, la maison de Lord Althostan, propriétaire du *Montreal Star*, est dynamitée[29] par un groupe d'opposants appelés «les Constitutionnels» présumément infiltrés par la Police fédérale[30]. Les orateurs anti-conscriptionnistes sont traduits en justice et attaqués publiquement. La presse anglophone réclame l'arrestation du leader nationaliste Henri Bourassa.

Ce climat tumultueux gagne les milieux politiques déjà en déroute. La presque totalité des députés anglophones libéraux courtisés par Borden abandonnent leur chef Laurier et adhèrent à la conscription. Elle joint par là même les rangs conservateurs avec leur organisation de comté. La presse anglophone suit, elle aussi, le mouvement à l'instar de tous les premiers ministres provinciaux, à l'exception de Lomer Gouin, du Québec[31].

Advient *in facto* un réalignement des forces politiques, espèce de renversement des alliances à caractère ethnique qui reproduisait presque intégralement l'état des tensions sociales et la dualité sociologique canadienne.

Un gouvernement, dit ironiquement «d'union», était formé en octobre 1917. Il regroupait ainsi les éléments impérialistes du pays dans le but de soumettre la conscription à la population canadienne lors de l'élection du mois de décembre suivant. Les résultats de cette élection confirmèrent la force de l'idée impérialiste au Canada anglais (153 députés) et le balayage nationaliste au Québec (62 députés libéraux sur 65). Ils vinrent aussi confirmer la coupure profonde du pays incarnée dans le cabinet d'«union». Jamais, pensait-on, le Canada ne pouvait être autant divisé jusqu'à ce que n'interviennent à Québec, quelques mois plus tard (printemps 1918), les émeutes qui firent cinq morts et une quarantaine de blessés.

Le débat électoral de décembre 1917 reprit essentiellement les arguments mis de l'avant, depuis 20 ans bientôt, par les nationalistes canadiens surtout regroupés au Québec et les loyalistes impérialistes du reste du Canada.

En 1938, comme dans les années 1910, l'Europe penchait pour le pacifisme. «L'humeur publique... resta à la passivité» et l'esprit de compromis devint une norme en politique extérieure[32]. En octobre 1937, l'avènement de Neville Chamberlain, lui aussi «acquis à une stratégie active de bonne entente avec les dictatures fascistes..., confirma la volonté croissante de non-

engagement britannique en Europe[33].» Cette politique aveugle aboutit aux arrangements de Munich, en septembre 1938, qui permettaient à Hitler d'annexer une partie de la Tchécoslovaquie[34].

Quand la guerre éclata en septembre 1939, on crut qu'elle serait le fait des soldats de métier. Comme en 1914, l'opinion pensa qu'elle serait de courte durée si bien que pendant la «drôle de guerre», c'est-à-dire jusqu'en avril 1940, les combats semblèrent lointains, presque académiques[35].

Quand l'Allemagne envahit la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique et la France, au printemps 1940, «on bascula dans la guerre tout court» et la sécurité des Iles britanniques fut sérieusement menacée. En décembre 1941, quand le Japon atttaqua la flotte américaine à Pearl Harbour, forçant ainsi l'entrée en guerre des États-Unis, le caractère mondial du conflit était confirmé et les structures mêmes de l'Empire furent ébranlées[36].

Ces événements, qui compromettaient ce que l'historien Creighton appelle «the cause for Britain's greatness[37]», secouèrent la population canadienne. Un mois plus tard, en effet, soit le 24 janvier 1942, le premier ministre MacKenzie King annonçait dans le discours du Trône la tenue d'un plébiscite le 27 avril suivant, pour lui permettre d'imposer la conscription «si nécessaire». La rapidité de la réaction canadienne surprend la population québécoise même si la perspective d'une guerre à venir l'inquiétait depuis longtemps. Car elle savait que toute guerre dans laquelle était impliquée l'Angleterre soulèverait à nouveau la question de la conscription.

Le parti libéral fédéral avait en effet attisé cette inquiétude depuis la fin de la première guerre pour discréditer le parti conservateur et se faire élire. Maurice Duplessis usa du même stratagème, aussitôt la guerre déclarée, en déclenchant des élections pour le 25 octobre. Le reporter au pouvoir, disaient ses partisans, devait garantir la population québécoise contre tout danger conscriptionniste. L'adversaire libéral Adélard Godbout y alla, lui aussi, de son «Jamais de conscription», suivi aussitôt des menaces de démission de trois ministres québécois influents du cabinet King, à savoir Lapointe, Cardin et Power, advenant l'élection de Duplessis[38]. Le 11 septembre, n'avaient-ils pas pris «l'engagement explicite de se retirer de tout ministère fédéral qui aurait comme politique l'établissement de la conscription» pour service outre-mer[39]?

L'opinion québécoise, depuis 20 ans, avait été constamment alertée. Les mots *Jamais la consription* arrivaient à tout moment à ses oreilles. En septembre 1939, ils étaient encore plus fréquents et insistants. C'est que, de partout, des assemblées antiparticipationnistes s'organisaient[40] à l'instigation de la Ligue pour la défense du Canada, de l'Action libérale nationale, de la Société Saint-Jean-Baptiste, du Mouvement antiparticipationniste.

Un tel consensus populaire autour de l'idée de «défendre le Canada au Canada», l'expression est de Georges Pelletier du *Devoir*[41], amena les libéraux de King à promettre aux Québécois de ne pas recourir au service militaire obligatoire pour service outre-mer, lors de l'élection fédérale de mars 1940. Avec cette promesse de maintenir le volontariat, les libéraux remportèrent tous les sièges du Québec à l'exception d'un seul[42].

Tel était le climat politique en janvier 1941, quelques jours à peine après l'attaque de Pearl Harbour. Des centaines de milliers de Canadiens s'étaient enrôlés déjà volontairement dans les trois armées dont un bon pourcentage de Canadiens français — 30 % de la marine royale[43]. Il fallait faire davantage. Pour cela, le gouvernement demanda à l'électorat de le libérer de sa promesse, interprétée au Québec comme un pacte d'honneur entre le peuple et ses gouvernants[44]. C'est le sens de la question du plébiscite du 27 avril:

> Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire?

La campagne qui s'ouvre en janvier en vue du plébiscite du 27 avril portera sur la conscription, n'en déplaise aux libéraux. De cette manière, elle est la continuation d'un débat qui fait l'actualité, depuis septembre 1939 à tout le moins, de sorte que les clivages idéologiques et ethniques sont bien connus.

Au Canada anglais, l'impression la plus forte laissée par la campagne du plébiscite demeure la loyauté à l'Empire. Cette solidarité d'appartenance est exprimée officiellement en Chambre, le 19 mars 1942, par J.-L. Ilsley, le minsitre des Finances de King. «Je représente, dit-il, une population (...) dont l'attachement à l'Empire britannique et la foi en ses institutions sont profondément enracinés (...) Cette population dit l'Empire britannique et non pas le Commonwealth des nations britanniques. La défense territoriale ne la préoccupe pas outre mesure (...) La distinction entre servir au Canada et servir outre-mer n'a pour ces Anglo-Canadiens aucune signification (...)[45]»

Au Canada français, au contraire, l'impression dominante demeure la loyauté au Canada, comme en 1914. Car, comme l'a si bien écrit un contemporain, l'historien Arthur Lower, «plus un homme a des racines au Canada, moins il se porte volontaire pour la guerre étrangère[46].» Les Canadiens français tendent à considérer le Canada comme une entité distincte sur le plan international et croient ainsi pouvoir décider eux-mêmes de la conduite de leurs affaires sans s'aligner automatiquement sur la

politique britannique. «Canadien avant tout» disait déjà Laurier en 1917[47]. «La patrie canadienne, c'est tout le Canada», proclamait le premier ministre du Québec Adélard Godbout au marché Saint-Jacques, le 16 mars 1942[48].

Ces points de référence qui renvoient à des espaces identitaires différents, expliquent les attitudes divergentes face à la guerre et l'opposition entre le nationalisme canadien et l'impérialisme britannique d'une part, et entre le Canada français et le Canada anglais d'autre part.

La primauté de la patrie canadienne au Canada français et sa conscience d'appartenir au système géographique et économique panaméricain amènent une appréciation nouvelle de l'idée de conscription, qui était totalement absente en 1914-1918. Pour les hommes de 1942, la conscription n'est pas rejetée de façon absolue. Bien au contraire, elle se justifie pour défendre non seulement la patrie canadienne mais également tout territoire américain quel qu'il soit. Philippe Hamel, André Laurendeau et François-Albert Angers dans l'*Action nationale*, Georges Pelletier et Omer Héroux dans le *Devoir*, Edmond Turcotte au *Canada*, Henri Gagnon du *Soleil*, le premier ministre Godbout et un de ses ministre, Oscar Drouin, reviennent sur cette idée, chacun à sa façon, en faisant allusion souvent à l'Australie mise en danger pendant que ses fils combattaient dans l'Empire et à l'Amérique latine dont la participation à l'effort de guerre était plutôt symbolique. Si vraiment la menace se rapproche du Canada, il faut se défendre ici[49].

Un autre aspect du nationalisme exprimé en cette période tragique, c'est la fragilité de la société francophone du Canada qui lutte encore pour la reconnaissance de ses droits. Chez certains, la précarité de sa situation dans l'ensemble canadien serait aggravée par la conscription pour service outremer, car les pertes encourues sur le front seraient irremplaçables. Elles ne pourraient, selon cette interprétation, compter sur l'immigration pour se reconstituer[50].

Ce retour à ce qu'André Seigfried appelait déjà, en 1900, la question canadienne nous amène à un dernier volet du nationalisme canadien-français, qui revient en force durant la campagne du plébiscite et qui repose sur la notion d'égalité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais de la fédération. Ce fameux pacte entre les deux nations, qui aurait présidé à la naissance de la Fédération canadienne, aurait été reconnu par vingt ans d'engagements solennels pris par l'ensemble des parlementaires canadiens envers le Canada français, particulièrement lors des élections provinciales de 1939 et des élections fédérales de 1940[51]. Les Canadiens français et ceux de la diaspora exigent que l'on tienne compte de leur point de vue comme celui

d'une nation. Par voie de conséquence, le gouvernement ne pouvait demander à la majorité de l'autre nation de le délier d'une promesse faite à la minorité canadienne-française. Ce faisant, il en résulta une perte de confiance dans la classe politique de l'autre nation dont on subit peut-être aujourd'hui les conséquences.

Conclusion

Les deux dernières guerres mondiales ont été probablement les plus meurtrières de toute l'histoire de l'humanité. Les pertes dans les populations civiles dépassèrent de loin celles de soldats. Pour la première fois, paradoxalement, un militaire était plus en sécurité qu'un citoyen ordinaire. Nous souvenons-nous assez des millions d'individus disparus dans les camps de concentration, dans les villes bombardées, dans les campagnes ravagées par le passage des troupes? Les deux dernières guerres ont ainsi eu des effets irréparables, mais elles ont produit en même temps des changements sociaux positifs dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'une démocratisation de nos institutions.

Au Canada, le vote des femmes au niveau fédéral, en 1917, et au Québec, en 1945, peut être considéré comme un de ces effets bénéfiques. Un autre de ces effets est sans contredit l'entrée du Canada sur la scène internationale comme pays indépendant et, parallèlement à cela, l'émergence d'un nationalisme canadien défini d'abord au Québec et au Canada français. En effet, dans les deux décennies qui suivirent la fin de la guerre, l'État canadien prit toutes les apparences d'un État binational et biculturel: les chèques bilingues et la création du Collège militaire royal de Saint-Jean et du réseau français de télévision, sous l'administration libérale de Louis Saint-Laurent, l'adoption de l'hymne natinal *Ô Canada* et du drapeau unifolié, traduction de symboles présents au Canada français depuis près de cent ans, durant le mandat conservateur de Diefenbaker, enfin la reconnaissance officielle du bilinguisme et du biculturalisme sous Pearson sont autant de symboles qui perpétuèrent l'idée du pacte entre les deux nations et, en même temps, l'ambiguïté historique dont nous parlions en introduction. Ambiguïté enfin levée par le refus clairement exprimé par le Canada anglais de reconnaître le caractère distinct de la société québécoise.

Ce refus des accords de Meech et de Charlottetown mit fin au rêve canadien de tous ceux qui s'étaient opposés à la conscription tant en 1917 qu'en 1942.

Notes

1. Winock, Michel, Au nom de la patrie... *L'Histoire*, 107, p. 17.
2. Becker, N., La guerre était-elle inévitable? *L'Histoire*, 107, p. 32.
3. Renouvin, Pierre, *La crise européenne et la première guerre mondiale*, Paris, PUF, 1948, p. 328.
4. Winock, *op. cit.*, p. 18.
5. Creighton, D. *Canada's First Century, 1867-1967*, Toronto, Macmillan of Canada, 1970, p. 92.
6. Cook, Ramsay, Ricker, John et John T. Saywell, *Canada, a Modern History, Toronto, Irwin and Cie Ltd., 1963*, pp. 171-173; Trofimenkoff, Suzan Mann, *Visions nationales, une histoire du Québec*, St-Laurent, éditions du Trécarré, 1986, pp. 278-9.
7. Cook, *op. cit.*, p. 158.
8. Cook, *op. cit.*, p: 164. Crédits refusés par le Sénat libéral en 1912.
9. L'historiographie canadienne tomba et tombe encore dans le même piège. Voir Jones, Trofimenkoff, Cook, etc.
10. Morgan, Kenneth, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, A. Colin, 1985, p. 498.
11. *Idem.*
12. Trofimenkoff, *op. cit.*, pp. 278-9.
13. Cook. *op. cit.*, p. 173.
14. Canada, *Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, vol. 1: Canada: 1867-1939, p. 98;

Durocher, René, Henri Bourassa, les évêques et la guerre de 1914-1918, in Jean-Yves Gravel, *Le Québec et la guerre*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 48;

Gagnon, J.-P., *Le 22e bataillon (canadien-français), 1914-1919*, Québec, PUL, 1986, p. 20.

15. Canada. *op. cit.*, p. 95.
16. Gagnon, *op. cit.*, p. 22.
17. Gagnon, *op. cit.*, p. 139.
18. Provencher, Jean, *Québec sous la loi des Mesures de guerre 1918*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express Ltée, 1971, p. 24; Jones, Richard, *Vers une hégémonie libérale, aperçu de la politique canadienne de Laurier à King*, Québec, PUC, 1980, p. 146; Cook, *op. cit.*, p. 173; Leacy, F. H., *Statistiques historiques du Canada*, 2e éd., Canada, ministère des Approvisionnements et Services, 1983, p. 165.
19. *Idem.*
20. Morgan, *op.cit.*, p. 498.
21. Morgan, *op.cit.*, pp. 504-5.
22. Wade, M., *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, T. 11 (1911-1963), Le Cercle du Livre de France, 1963, p. 143.
23. Gagnon, *op. cit.*, p. 139.
24. Gagnon, *op. cit.*, p. 140.
25. Morgan, *op. cit.*, p. 499.
26. Cook, *op. cit.*, p. 175.
27. Provencher, *op. cit.*, p. 30; Gagnon, *op. cit.*, p. 214; Wade, *op. cit.*, pp. 157-8.
28. Provencher, *op. cit.*, p. 30.
29. Wade, *op. cit*, p. 158; *La Patrie* (Montréal) août-septembre 1917.
30. *La Presse* (Montréal), *La Patrie*, (Montréal).
31. Jones, *op. cit.*, p. 156.
32. Morgan, *op. cit.*, pp. 525-6.

33. Morgan, *idem.*
34. Morgan, *idem.*
35. Morgan, *idem.*
36. Morgan, *op. cit.*, pp. 528-9; Creighton, *op. cit*, p. 252.
37. Creighton, *op. cit.*, p. 245.
38. *Le Devoir*, (Montréal), 2 octobre 1939.
39. *Le Devoir*, 11 septembre 1939; Wade, *op. cit.*, pp. 345-6; 356.
40. *Le Devoir*, 7 septembre.
41. *Le Devoir*, 2 septembre.
42. Wade, *op. cit.*, p. 252.
43. Saint-Aubin, Bernard, *King et son temps*, Montréal, Les Éditions La Presse Ltée, 1982, p. 345; Wade, *op. cit.*, p. 362.
44. *Le Soleil*, (Québec), 30 mars 1942.
45. Laurendeau, A., *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962, p. 78; *Le Devoir*, 27 février 1942.
46. Lower, A.R.M., *Canadians in the making; a social history of Canada*, Toronto, Longmans, Green, 1958, pp. 395s.
47 *La Presse*, 17 novembre 1917.
48. *Le Canada*, (Montréal) 17 mars 1942.
49. *Le Devoir*, 5 mars 1942; *Le Canada*, 9 mars.
50. Angers, F.-A., *Action nationale*, 1er trimestre 1942.
51. *Le Soleil*, 22 avril 1942.